

**CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION
DES INNUS ESSIPIT**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS 2025**

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
Résultats cumulés consolidés	6
Surplus cumulé lié aux activités	7
Gains et pertes de réévaluation	7
Variation des actifs financiers nets consolidés	8
Situation financière consolidée	9
Flux de trésorerie consolidés	10
NOTES COMPLÉMENTAIRES	11
INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE	27

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
Bureau 200
140, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 5P7
T 418 647-3151

Aux membres de
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (ci-après la « Première Nation »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2025 et les états consolidés des résultats, du surplus cumulé lié aux activités, des gains et pertes de réévaluation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Première Nation au 31 mars 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et de ses pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la note 2 des états financiers consolidés, la Première Nation a comptabilisé ses participations dans certaines entreprises publiques selon la méthode de la consolidation intégrale, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Nous avons par conséquent exprimé une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés au 31 mars 2024 en raison des incidences de cette dérogation. La note 2 des états financiers consolidés fournit une description et une quantification des incidences financières de ce problème pour les exercices terminés les 31 mars 2025 et 2024.

La Première Nation a capitalisé des actifs incorporels (autres que des actifs incorporels achetés) à titre d'actifs non financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Nous avons par conséquent exprimé une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés au 31 mars 2024 en raison des incidences de cette dérogation. Si les actifs incorporels avaient été comptabilisés en charges au moment de leur acquisition, les actifs non financiers et le surplus cumulé auraient été diminués de 879 825 \$ aux 31 mars 2025 et 2024.

Comme mentionné à la note 14, la Première Nation a conclu des accords de contributions avec différents ministères du gouvernement fédéral. Les fonds reçus conformément à ces accords sont assujettis à un remboursement si la Première Nation ne respecte pas les conditions de stipulations de ceux-ci ou si elle ne parvient pas à utiliser ces contributions avant l'échéance de ces accords. La Première Nation n'a pas comptabilisé ces sommes dans les passifs, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Si ces montants avaient été comptabilisés aux passifs, ces derniers auraient été augmentés de 3 416 914 \$ au 31 mars 2025 (3 917 521 \$ au 31 mars 2024) et l'actif net aurait été diminué du même montant. De plus, les produits et l'excédent des produits sur les charges pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 auraient été augmentés de 500 607 \$ (diminués de 29 417 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2024).

Au cours d'un exercice antérieur, une entité contrôlée incluse dans le périmètre de consolidation de la Première Nation a reçu, sous la forme d'un apport, les infrastructures d'un barrage. Cet apport en immobilisations corporelles n'a pas été évalué à sa juste valeur, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Nous avons par conséquent exprimé une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés au 31 mars 2024 en raison des incidences de cette dérogation. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 mars 2025 et 2024 n'ont pas été déterminées.

Par ailleurs, la Première Nation n'a pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Au 31 mars 2025, la Première Nation n'a pas comptabilisé de passif à l'égard des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ni émis les déclarations requises, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. À ces égards, les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 dérogent aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Nous avons par conséquent exprimé une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés au 31 mars 2024. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Première Nation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Première Nation à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Première Nation ou de cesser ses activités, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Première Nation.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou collectivement, influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Première Nation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Première Nation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Première Nation à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport d'assurance raisonnable du professionnel en exercice indépendant sur la conformité

Nous avons réalisé une mission d'assurance raisonnable à l'égard de la conformité de la Première Nation, pour l'exercice terminé le 31 mars 2025, aux modalités suivantes de l'accord intervenu avec Santé Canada le 1er avril 2016 :

- Les infirmières sont accréditées par leur association provinciale et ont une assurance professionnelle;
- Les rapports obligatoires ont été préparés et transmis au bureau régional;
- Le plan de santé communautaire a été mis à jour.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de la conformité de la Première Nation aux exigences spécifiées dans l'accord précité. Elle est également responsable du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de la Première Nation aux exigences spécifiées.

Notre responsabilité

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sous forme d'assurance raisonnable sur la conformité de la Première Nation, sur la base des éléments probants que nous avons obtenus. Nous avons effectué notre mission d'assurance raisonnable conformément à la Norme canadienne de missions de certification 3531, « Missions d'appréciation directe visant la délivrance d'un rapport sur la conformité ». Cette norme requiert que nous planifions et réalisons la mission de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Première Nation s'est conformée, dans tous les aspects importants, aux exigences spécifiées.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'une mission réalisée conformément à la norme permettra toujours de détecter tout cas important de non-conformité aux exigences spécifiées qui pourrait exister. Les cas de non-conformité peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et ils sont considérés comme importants lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils puissent, individuellement ou collectivement, influencer sur les décisions des utilisateurs de notre rapport. Une mission d'assurance raisonnable visant la délivrance d'un rapport sur la conformité implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants concernant la conformité de la Première Nation aux exigences spécifiées. La nature, le calendrier et l'étendue des procédures choisies relèvent de notre jugement professionnel, et notamment de notre évaluation des risques de non-conformité importante, que ceux-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Notre indépendance et notre contrôle qualité

Nous nous sommes conformés aux règles sur l'indépendance et aux autres règles de déontologie pertinentes définies dans les règles ou le code de déontologie applicables à l'exercice de l'expertise comptable et se rapportant aux missions de certification, qui sont publiés par les différents organismes professionnels comptables, lesquels reposent sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle, de diligence, de confidentialité et de conduite professionnelle.

Le cabinet applique la Norme canadienne de contrôle qualité 1, « Contrôle qualité des cabinets réalisant des missions d'audit ou d'examen d'états financiers et d'autres missions de certification ». Cette norme exige du cabinet qu'il conçoive, mette en place et fasse fonctionner un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures en ce qui concerne la conformité aux règles de déontologie, aux normes professionnelles et aux exigences légales et réglementaires applicables.

Opinion

À notre avis, la Première Nation s'est conformée, dans tous les aspects importants, aux exigences spécifiées de l'accord précité pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Nous ne fournissons aucun avis juridique relativement à la conformité de la Première Nation aux exigences spécifiées.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Québec

Le 28 juillet 2025

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A119912

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5		2 0 2 4
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
PRODUITS			
Transferts des gouvernements (note 4) -			
Fédéral	-	14 753 950	13 020 772
Provincial	-	3 575 074	844 185
Organismes publics	-	1 457 888	1 479 941
Activités économiques -			
Pêche au crabe, vente au détail et habitations communautaires	-	5 201 191	4 712 270
Pouroiries, excursions et camping provenant des sociétés contrôlées	-	6 268 197	5 716 667
Quote-part du résultat net des entreprises commerciales	-	1 254 112	1 824 484
Autres	-	3 262 430	2 701 645
	-	35 772 842	30 299 964
CHARGES (note 15)			
Direction générale	-	2 338 420	2 430 567
Communication	-	57 083	190 790
Revendication territoriale	-	713 871	535 825
Sécurité	-	1 203 868	653 600
Comité de gestion	-	135 121	233 687
Infrastructure communautaire	-	2 403 164	2 458 939
Construction	-	902 929	865 569
Éducation	-	1 341 614	1 199 193
Culture	-	428 060	203 548
Santé	-	1 731 592	1 294 897
Services et programmes communautaires	-	610 566	526 695
Emploi et formation	-	322 773	315 321
Logements sociaux	-	192 782	48 451
Développement économique	-	471 121	420 464
Pêches	-	839 966	680 737
Territoire et affaires gouvernementales	-	1 534 067	1 177 274
Akumunan	-	342 695	68 588
Dépanneur	-	3 802 733	3 690 747
Centre communautaire Montagnais	-	802 565	639 514
Sociétés contrôlées	-	5 331 980	4 681 368
Amortissement des immobilisations corporelles	-	1 571 180	1 385 480
	-	27 078 150	23 701 254
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES			
	-	8 694 692	6 598 710

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

SURPLUS CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
SURPLUS CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS		
Solde au début	92 577 776	85 979 066
Excédent lié aux activités de l'exercice	8 694 692	6 598 710
Solde à la fin	<u>101 272 468</u>	<u>92 577 776</u>
GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION		
Perte de réévaluation cumulée au début	(1 872 500)	-
Participation au résultat étendu d'un partenariat commercial	(50 250)	(1 872 500)
Perte de réévaluation cumulée à la fin	<u>(1 922 750)</u>	<u>(1 872 500)</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>8 694 692</u>	<u>6 598 710</u>
Immobilisations corporelles -		
Acquisition	(5 714 864)	(7 369 161)
Produit sur la cession	30 700	151 886
Perte sur la cession	(15 813)	(20 798)
Amortissement	<u>1 571 180</u>	<u>1 385 480</u>
	<u>(4 128 797)</u>	<u>(5 852 593)</u>
Charges reportées au prochain exercice -		
Acquisition	(312 114)	(338 707)
Utilisation	<u>338 707</u>	<u>374 676</u>
	<u>26 593</u>	<u>35 969</u>
Stocks -		
Acquisition	(546 315)	(610 615)
Utilisation	<u>610 615</u>	<u>477 517</u>
	<u>64 300</u>	<u>(133 098)</u>
Pertes de réévaluation nettes de l'exercice	<u>(50 250)</u>	<u>(1 872 500)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>4 606 538</u>	<u>(1 223 512)</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT	<u>52 913 694</u>	<u>54 137 206</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN	<u><u>57 520 232</u></u>	<u><u>52 913 694</u></u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AU 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse -		
Sans intérêt	3 315 513	2 352 408
3,55 % et 5,15 %	5 139 301	5 791 574
Placements temporaires -		
Autres, 2,7 % à 5,71 %, échéant d'avril 2025 à septembre 2028	48 485 199	48 180 879
Comptes débiteurs (note 5)	8 281 796	5 521 227
Placements (note 6) -		
Participations dans des entreprises commerciales	16 309 528	15 587 658
Autres	816 470	587 707
Fonds en fidéicommiss (note 7)	62 535	60 460
	<u>82 410 342</u>	<u>78 081 913</u>
PASSIFS		
Comptes créditeurs	3 394 998	2 244 221
Produits reportés au prochain exercice (note 8)	16 673 822	17 596 587
Dette à long terme (note 9)	4 799 490	5 293 121
Impôts futurs	21 800	34 290
	<u>24 890 110</u>	<u>25 168 219</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>57 520 232</u>	<u>52 913 694</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 10)	37 641 232	33 512 435
Actifs incorporels (note 11)	3 329 825	3 329 825
Stocks	546 315	610 615
Charges reportées au prochain exercice	312 114	338 707
	<u>41 829 486</u>	<u>37 791 582</u>
SURPLUS CUMULÉ	<u>99 349 718</u>	<u>90 705 276</u>
SURPLUS CUMULÉ CONSTITUÉ DES ÉLÉMENTS SUIVANTS		
Lié aux activités (note 12)	101 272 468	92 577 776
Pertes de réévaluation cumulées	(1 922 750)	(1 872 500)
	<u>99 349 718</u>	<u>90 705 276</u>

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL

 , chef

 , directeur général

 , conseiller

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	8 694 692	6 598 710
Éléments n'affectant pas la trésorerie -		
Quote-part du résultat net des entreprises commerciales	(1 254 112)	(1 824 484)
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(15 813)	(20 798)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 571 180	1 385 480
Intérêts implicites sur un emprunt	-	705
Impôts futurs	(12 490)	(1 510)
Distributions reçues des entreprises commerciales	1 237 840	1 124 728
Fonds générés par les opérations	10 221 297	7 262 831
Variation des éléments hors caisse -		
Comptes débiteurs	(2 760 569)	2 280 340
Comptes créditeurs	1 150 777	(578 740)
Produits reportés au prochain exercice	(922 765)	5 288 018
Stocks	64 300	(133 098)
Charges reportées au prochain exercice	26 593	35 969
	7 779 633	14 155 320
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 714 864)	(7 369 161)
Produit sur la cession d'immobilisations corporelles	30 700	151 886
	(5 684 164)	(7 217 275)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Variation des placements temporaires	(304 320)	(9 170 125)
Encaissement d'un effet à recevoir	23 237	23 236
Effet à recevoir	(150 000)	-
Variation nette des avances à des entreprises commerciales	(102 000)	-
Avances à une société fermée	-	121 522
Acquisition de participations dans des entreprises commerciales	(755 848)	-
Variation des fonds en fidéicommiss	(2 075)	(1 908)
	(1 291 006)	(9 027 275)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Versements sur la dette à long terme	(493 631)	(677 083)
	(493 631)	(677 083)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	310 832	(2 766 313)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	8 143 982	10 910 295
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	8 454 814	8 143 982

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Principes de consolidation -

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Première Nation. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les produits et les charges consolidés ligne par ligne des sociétés contrôlées par la Première Nation. Le périmètre comptable de la Première Nation comprend les sociétés détenues en propriété exclusive, soit : Camping Tadoussac inc., Hébergement Essipit, société en commandite ainsi que Société de gestion P.R.P. inc. et ses filiales : Domaine du Lac des Cœurs inc., 2620-8272 Québec inc., Domaine sportif du Lac Loup inc., Les Croisières Essipit inc., 9069-3680 Québec inc., 9079-5659 Québec inc., 9100-2550 Québec inc., Domaine du Lac Bernier inc. ainsi que Mer Monde Écotours inc. Le périmètre comptable de la Première Nation comprend également la société sans but lucratif contrôlée, Fonds de développement Essipit.

Les sociétés Namunashu société en commandite, Pêcheries Nikan S.E.C., Groupe Umek, société en commandite, Groupe Namesh, S.E.C., Granulco inc., Société en commandite Apuiat, 9321-1654 Québec inc., 9298-7494 Québec inc. ainsi que Rénovations J.M.B.R. inc. correspondent à des entreprises publiques ou à des partenariats commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, et les chiffres sont présentés aux états financiers consolidés selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. En vertu de la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation, seuls le résultat net des entreprises publiques ou des partenariats commerciaux, les participations de la Première Nation dans ceux-ci et les autres variations des capitaux propres sont comptabilisés. Aucun rajustement n'est effectué pour les conventions comptables des entreprises publiques ou des partenariats commerciaux qui sont différentes de comptables des entreprises publiques ou des partenariats commerciaux qui sont différentes de celles de la Première Nation.

Utilisation d'estimations -

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Ces estimations sont révisées périodiquement, et des ajustements seront apportés au besoin aux résultats consolidés de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Comptabilisation des produits -

Les produits sont constatés lorsque la Première Nation remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les services ou les besoins promis aux payeurs. Les revenus sont constatés uniquement jusqu'à concurrence des avantages économiques futurs que la Première Nation s'attend à recevoir. Tous les produits sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer.

Les paiements de transfert sont considérés comme des produits lorsque le transfert est autorisé et que les éventuels critères d'admissibilité sont respectés, sauf dans le cas où les stipulations du transfert donnent lieu à une obligation qui correspond à la définition d'un passif. Dans ce cas, les paiements de transfert sont constatés comme des produits reportés. Les produits de transfert sont constatés dans l'état des résultats consolidés si les passifs sont réglés.

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les contributions provenant d'autres sources sont reportées quand des restrictions sont imposées par le contributeur quant à leur utilisation, et sont considérées comme des produits lorsqu'elles sont utilisées aux fins prévues.

Les produits perçus d'avance liés aux droits ou aux services sont reportés et constatés à l'état des résultats consolidés lorsque l'obligation de prestation afférente est remplie.

Trésorerie et équivalents de trésorerie -

La politique de la Première Nation consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, les découverts bancaires, l'excédent des chèques tirés sur les soldes bancaires et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les placements temporaires affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Instruments financiers -

Les actifs et les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements temporaires, des comptes débiteurs, des avances, des fonds en fidéicommis, des comptes créditeurs et de la dette à long terme.

Les placements autres que les participations dans des entreprises commerciales et les avances sont comptabilisés au coût.

Stocks -

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette probable de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations corporelles et actifs incorporels -

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux suivants :

Bâtiments	2 % à 5 %
Bateaux, embarcations et pneumatiques	5 %, 7,5 % et 15 %
Routes et aménagement de terrains	4 %, 8 % et 25 %
Équipements -	
Sportifs	20 %
Système téléphonique	10 %
Bureau et informatique	20 % et 30 %
Autres	10 % et 20 %
Matériel roulant	20 % et 30 %

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis.

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ou qu'un actif incorporel ne contribue plus à la capacité de la Première Nation de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle ou un actif incorporel est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value est passée en charges à l'état des résultats consolidés et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

2. DÉROGATION AUX NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LE SECTEUR PUBLIC

La Première Nation comptabilise ses participations dans les entités suivantes selon la méthode de la consolidation intégrale :

- Camping Tadoussac inc.;
- Les Croisières Essipit inc.;
- Hébergement Essipit, société en commandite;
- Mer et Monde Écotours inc.

Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ces entités répondent à la définition d'une entreprise publique et auraient conséquemment dû être comptabilisées selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

La comptabilisation de ces entités selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, aurait les incidences suivantes sur les états financiers consolidés de la Première Nation aux 31 mars 2025 et 2024 et pour les exercices terminés à ces dates :

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
État des résultats consolidés -		
Produits	(4 787 405)	(4 024 473)
Quote-part du résultat net des entreprises commerciales	366 536	(81 804)
Charges	(4 420 869)	(4 106 277)
Excédent des produits sur les charges	-	-
	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Variation des actifs financiers nets consolidés -		
Variation due aux immobilisations corporelles	109 718	(83 029)
Variation due aux autres actifs non financiers	(3 126)	8 738
Augmentation des actifs financiers nets	106 592	(74 291)
Actifs financiers nets au début de l'exercice	2 961 593	3 035 884
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	3 068 185	2 961 593

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

2. DÉROGATION AUX NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LE SECTEUR PUBLIC (suite)

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Situation financière consolidée -		
Actifs financiers -		
Encaisse	(2 166)	(2 366)
Comptes débiteurs	(4 475 057)	(4 712 464)
Avances	461 054	461 054
Avances d'une société sous contrôle commun	1 501 080	1 501 080
Participations dans des entreprises commerciales	5 523 845	5 157 309
	<u>3 008 756</u>	<u>2 404 613</u>
Passifs -		
Comptes créditeurs	(37 994)	(510 301)
Dette à long terme	(21 435)	(46 679)
	<u>(59 429)</u>	<u>(556 980)</u>
Actifs financiers nets	<u>3 068 185</u>	<u>2 961 593</u>
Actifs non financiers -		
Immobilisations corporelles	(3 008 221)	(2 898 503)
Charges reportées au prochain exercice	(59 964)	(63 090)
	<u>(3 068 185)</u>	<u>(2 961 593)</u>
Surplus cumulé	<u>-</u>	<u>-</u>

3. BUDGET

Le budget présenté aux fins de comparaison correspond au budget initial tel qu'il a été préparé par la direction de la Première Nation. Pour l'exercice terminé au 31 mars 2025, aucun budget définitif n'est disponible.

4. TRANSFERTS DES GOUVERNEMENTS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Fédéral -		
Services aux Autochtones Canada -		
Financement de l'exercice courant	10 808 453	11 018 411
Entente de règlement	1 600 000	-
Solliciteur général du Canada	770 680	602 368
Société canadienne d'hypothèques et de logement	118 538	34 497
Pêches et Océans Canada	363 311	330 928
Environnement et Changement climatique Canada	501 691	365 090
Parcs Canada	357 615	189 358
Société d'épargne des Autochtones du Canada	-	112 099
Transports Canada	233 662	339 248
Agence d'évaluation d'impact du Canada	-	28 773
	<u>14 753 950</u>	<u>13 020 772</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

4. TRANSFERTS DES GOUVERNEMENTS (suite)

Provincial -		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	1 036 893	407 124
Secrétariat aux Relations avec les Premières Nations et les Inuit	1 109 747	178 194
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	265 750	71 977
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	130 000	102 820
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts	45 000	45 000
Ministère de la Culture et des Communications	60 777	39 070
Ministère du Tourisme	926 907	-
	<hr/>	<hr/>
	3 575 074	844 185
	<hr/>	<hr/>
	18 329 024	13 864 957
	<hr/>	<hr/>

5. COMPTES DÉBITEURS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Gouvernements -		
Fédéral -		
Services aux Autochtones Canada	2 867 133	1 977 323
Pêches et Océans Canada	153 723	84 013
Agence d'évaluation d'impact du Canada	26 291	26 562
Sécurité Publique Canada	534 557	-
Transports Canada	280 869	414 553
Provincial -		
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec	25 000	18 000
Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit -		
Courants	794 816	129 784
Subventions à recevoir se rapportant aux emprunts	54 479	160 754
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	126 465	459 985
Ministère de la Culture et des Communications	50 287	70 280
Ministère de la Sécurité publique	461 405	-
Ministère du Tourisme	442 160	-
Organismes publics	251 343	455 220
Clients et autres	2 221 268	1 724 753
	<hr/>	<hr/>
	8 281 796	5 521 227
	<hr/>	<hr/>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

6. PLACEMENTS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Participations dans des partenariats commerciaux -		
Namunashu société en commandite (50 %)	6 281 936	6 297 482
Pêcheries Nikan S.E.C. (50 %)	19 636	10 923
Groupe Umek, société en commandite (23,33 %)	2 112 993	1 984 623
Société en commandite Apuiat (12,5 %)	-	5 763 064
9321-1654 Québec inc. (12,5 %) (a)	5 586 296	-
Groupe Namesh, S.E.C., actions participantes (50,9 %)	729 046	711 018
Granulco inc., actions participantes (25 %)	504 460	473 847
9298-7494 Québec inc., actions participantes (40 %)	715 960	-
Rénovations J.M.B.R. inc., actions participantes (50 %)	359 201	346 701
	<u>16 309 528</u>	<u>15 587 658</u>
(a) La participation est comptabilisée en fonction des derniers états financiers audités disponibles de la société, soit en date du 31 décembre 2024.		
	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Autres placements -		
La Compagnie de Navigation des Basques inc. -		
Actions -		
1 340 actions de catégorie « A »	1 340	1 340
12 060 actions de catégorie « C »	12 060	12 060
Avances, sans intérêt ni modalités d'encaissement	28 020	28 020
	<u>41 420</u>	<u>41 420</u>
Granulco inc. -		
Effet à recevoir, 3,45 %, remboursable par versements mensuels de 3 472 \$, échéant en octobre 2025	7 746	30 983
Rénovations J.M.B.R inc. -		
Effet à recevoir, 7,20 %, remboursable en un seul versement, sans date d'échéance	150 000	-
9298-7494 Québec inc.		
Avances, sans intérêt ni modalités d'encaissement	102 000	-
Radio Essipit Haute-Côte-Nord inc. -		
Avances, sans intérêt ni modalités d'encaissement	5 703	5 703
Dérivation de la rivière Portneuf -		
Participation au projet d'Hydro-Québec dans la dérivation partielle de la rivière Portneuf, remboursable à demande, partenariat se terminant en 2102 et donnant droit à des redevances calculées sur les ventes d'énergie et encaissables mensuellement	509 601	509 601
	<u>816 470</u>	<u>587 707</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

6. PLACEMENTS (suite)

Les principaux renseignements financiers des partenariats commerciaux sont les suivants :

	2 0 2 5			2 0 2 4	
	Fabrication et transformation	Commerce de détail	Pêche	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Résultats -					
Produits	36 645 511	3 990 050	768 287	41 403 848	27 730 184
Charges	33 411 274	4 235 501	291 322	37 938 097	26 231 885
Bénéfice net (perte nette)	3 234 237	(245 451)	476 965	3 465 751	1 498 299
	2 0 2 5			2 0 2 4	
	Fabrication et transformation	Commerce de détail	Pêche	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Situation financière -					
Actif -					
Encaisse	6 081 200	(253 059)	780 409	6 608 550	4 202 551
Comptes débiteurs	5 869 553	362 104	254 358	6 486 015	12 897 466
Stocks	1 791 873	2 141 141	475 652	4 408 666	2 753 562
Placements	5 534 081	-	-	5 534 081	5 715 444
Immobilisations					
corporelles	53 060 239	866 026	2 544 283	56 470 548	56 294 541
Autres actifs	242 964	-	622 248	865 212	344 800
	72 579 910	3 116 212	4 676 950	80 373 072	82 208 364
Passif -					
Emprunt bancaire	-	230 000	200 000	430 000	1 684 097
Comptes créditeurs	5 034 089	1 633 972	1 394 032	8 062 093	6 415 026
Dette à long terme	33 202 015	563 218	1 560 962	35 326 195	39 035 237
Produits reportés	8 934 192	11 288	954 609	9 900 089	10 041 297
	47 170 296	2 438 478	4 109 603	53 718 377	57 175 657
Capitaux propres -					
Capital-actions et					
parts sociales	16 551 983	350 100	1 132 600	18 034 683	16 310 110
Bénéfices non					
répartis et					
capital (déficit)	8 857 631	327 634	(565 253)	8 620 012	8 722 597
	25 409 614	677 734	567 347	26 654 695	25 032 707
	72 579 910	3 116 212	4 676 950	80 373 072	82 208 364

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

7. FONDS EN FIDÉICOMMIS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Taux de la Banque du Canada majoré de 1,25 %, échéance indéterminée	62 535	60 460

8. PRODUITS REPORTÉS AU PROCHAIN EXERCICE

	Solde au début	Reçus	Affectés aux résultats	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Infrastructures communautaires -				
Services aux Autochtones Canada	2 565 936	1 887 003	(2 565 936)	1 887 003
Construction -				
Services aux Autochtones Canada	392 288	-	(392 288)	-
Entreprises -				
Dépôts pour réservations	1 270 852	1 342 710	(1 270 852)	1 342 710
Subventions reportées	484 747	-	(484 747)	-
Éducation -				
Services aux Autochtones Canada	49 189	25 696	(49 189)	25 696
Services et programmes communautaires -				
Services aux Autochtones Canada	482 827	497 567	(482 827)	497 567
Organismes publics	146 780	246 350	(146 780)	246 350
Développement économique -				
Services aux Autochtones Canada	171 559	469 109	(171 559)	469 109
Santé -				
Services aux Autochtones Canada	2 098 087	1 650 661	(2 098 087)	1 650 661
Organismes publics	140 318	107 476	(140 318)	107 476
Territoire et affaires gouvernementales -				
Services aux Autochtones Canada	35 329	84 411	(35 329)	84 411
Environnement et Changement climatique Canada	232 017	170 192	(232 017)	170 192
Parcs Canada	311 812	406 118	(311 812)	406 118
Transport Canada	-	47 207	-	47 207
Revendications territoriales -				
Organismes publics	321 016	113 807	(321 016)	113 807
Pêches				
Pêches et Océans Canada	-	20 134	-	20 134
Akumunan -				
Environnement et Changement climatique Canada	57 891	280 641	(57 891)	280 641
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	297 908	169 183	(297 908)	169 183
Sécurité -				
Solliciteur général du Canada	972 462	1 253 288	(972 462)	1 253 288
Ministère de la Sécurité publique du Québec	6 053 369	5 973 079	(6 053 369)	5 973 079

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

8. PRODUITS REPORTÉS AU PROCHAIN EXERCICE (suite)

	Solde au début	Reçus	Affectés aux résultats	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Habitations communautaires -				
Services aux Autochtones Canada	233 705	767 901	(233 705)	767 901
Société canadienne d'hypothèques et de logement	85 716	-	(85 716)	-
Direction générale -				
Services aux Autochtones Canada	14 784	-	(14 784)	-
Comité de gestion				
Hydro-Québec	1 031 123	-	-	1 031 123
Culture -				
Ministère de la Culture et des Communications	43 603	26 897	(43 603)	26 897
Emploi et formation -				
Organismes publics	103 269	103 269	(103 269)	103 269
	<u>17 596 587</u>	<u>15 642 699</u>	<u>(16 565 464)</u>	<u>16 673 822</u>

9. DETTE À LONG TERME

	2025	2024
	\$	\$
Emprunts -		
1,06 %, garanti par Services aux Autochtones Canada, remboursable par versements mensuels de 1 104 \$, incluant le capital et les intérêts, renouvelable en septembre 2026, fin de la période d'amortissement prévue en septembre 2036	143 372	155 039
3,37 %, garanti par Services aux Autochtones Canada, remboursable par versements mensuels de 1 828 \$, incluant le capital et les intérêts, renouvelable en janvier 2030, fin de la période d'amortissement prévue en janvier 2035	184 821	201 334
3,373 %, garanti par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, remboursable par versements semestriels de 52 683 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant en juin 2025	54 479	160 753

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

9. DETTE À LONG TERME (suite)

	2025	2024
	\$	\$
6,5 %, garanti par la Corporation de développement économique montagnaise, remboursable par versements mensuels de 686 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant en mai 2031	41 470	46 813
Sans intérêt (taux effectif de 3,5 %), d'une valeur nominale de 9 900 \$, remboursé au cours de l'exercice	-	9 900
Emprunt d'une Première Nation – projet Namunashu -		
3,41 %, majoré de frais d'administration de 1,5 %, garanti par une hypothèque mobilière sur la participation dans Namunashu société en commandite ainsi que par les distributions de celle-ci et par les redevances liées au projet du Parc éolien Rivière-du-Moulin, remboursable par versements mensuels de 23 766 \$ en capital, plus les intérêts, renouvelable en décembre 2027, fin de la période d'amortissement prévue en avril 2041	4 375 348	4 719 282
	<u>4 799 490</u>	<u>5 293 121</u>
Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sur la dette à long terme, nets des subventions se rapportant à certains emprunts, seront les suivants :		
Exercices se terminant les 31 mars 2025	373 133 \$	
2026	439 388 \$	
2027	308 774 \$	
2028	309 795 \$	
2029	410 298 \$	

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2 0 2 5		2 0 2 4	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains	4 488 351	-	4 488 351	4 680 064
Bâtiments	32 242 810	10 552 180	21 690 630	17 851 394
Bateaux, embarcations et pneumatiques	3 107 498	2 108 480	999 018	1 048 599
Routes et aménagement de terrains	11 100 892	4 117 566	6 983 326	6 462 602
Équipements -				
Sportifs	1 180 852	760 643	420 209	456 766
Système téléphonique	31 830	30 422	1 408	1 564
Bureau et informatique	2 247 076	1 906 964	340 112	391 728
Autres	6 381 102	4 706 654	1 674 448	1 490 002
Matériel roulant	3 423 466	2 379 736	1 043 730	1 129 716
	<u>64 203 877</u>	<u>26 562 645</u>	<u>37 641 232</u>	<u>33 512 435</u>

11. ACTIFS INCORPORELS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Permis de pêche	2 450 000	2 450 000
Droits d'exploitation de territoires	454 138	454 138
Écart d'acquisition	425 687	425 687
	<u>3 329 825</u>	<u>3 329 825</u>

12. SURPLUS CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Le surplus cumulé lié aux activités inclut certaines réserves qui se détaillent comme suit :		
Investissements nets -		
Placements	12 750 650	11 456 083
Fonds en fidéicommiss	62 535	60 460
Immobilisations corporelles	37 258 560	32 985 409
Actifs incorporels	3 329 825	3 329 825
Prêts à la rénovation	246 443	235 896
Développement économique	1 077 024	1 006 122
Réserves de remplacement et de fonctionnement	637 857	611 657
Investissements futurs	200 000	200 000
Construction du poste de police	235 973	-
Non affecté	45 473 601	42 692 324
	<u>101 272 468</u>	<u>92 577 776</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

12. SURPLUS CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS (suite)

Développement économique -

La Première Nation a reçu des contributions spéciales de membres, et leur utilisation est restreinte à des projets spécifiques de développement préalablement autorisés par l'assemblée générale de la Première Nation.

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Solde au début	1 006 122	938 837
Affectations internes -		
Contributions	37 002	36 519
Produits d'intérêts	33 900	30 766
Solde à la fin	<u>1 077 024</u>	<u>1 006 122</u>

Réserves de remplacement et de fonctionnement -

En vertu de conventions signées avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Santé Canada, la Première Nation s'est engagée à constituer des réserves de remplacement et de fonctionnement à utiliser pour assumer le coût des réparations majeures, pour pourvoir à un éventuel déficit ainsi que pour remplacer de l'équipement hors d'usage pour les immeubles locatifs et les services de santé. La Première Nation constitue également une réserve de remplacement pour les immeubles locatifs non compris dans les conventions intervenues avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Réserves de remplacement et de fonctionnement (suite) -

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Solde au début	611 657	585 457
Affectation du surplus cumulé -		
Contributions	26 200	26 200
Solde à la fin	<u>637 857</u>	<u>611 657</u>

Surplus d'investissements futurs -

La Première Nation a réservé un montant de 200 000 \$ dans le but d'effectuer des investissements en immobilisations corporelles.

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

13. DROITS CONTRACTUELS

En vertu d'une entente d'approvisionnement en électricité conclue entre EEN CA Rivière du Moulin S.E.C. (ci-après « EEN ») et les Parties innues, représentées par Mashteuiatsh, Essipit et Pessamit, pour le projet du Parc éolien de Rivière-du-Moulin, EEN convient de payer aux Parties innues une contribution volontaire annuelle de 1 275 \$ par mégawatt (ci-après « MW ») pour les éoliennes du projet qui sont installées et qui sont en activité. L'achat d'énergie d'origine éolienne produite au Québec du projet représente une capacité prévue de 350 MW, soit 150 MW pour la phase 1 et 200 MW pour la phase 2. Cette redevance, pouvant donc atteindre 446 250 \$ annuellement et devant être répartie en parts égales entre les Parties innues, sera indexée annuellement selon le barème d'indexation du prix de l'électricité. La contribution volontaire sera payable au cours de la phase d'exploitation du projet, soit d'une durée prévue de 20 ans pour les éoliennes de la phase 1 et d'une durée prévue de 19 ans pour la phase 2.

14. ÉVENTUALITÉS

La Première Nation a conclu des accords de contributions avec différents ministères du gouvernement fédéral. Les fonds reçus conformément à ces accords sont assujettis à un remboursement si la Première Nation ne respecte pas les conditions de stipulation de ceux-ci. Au 31 mars 2025, les montants des fonds inutilisés provenant de ces accords de contributions sont les suivants :

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Services aux Autochtones Canada -		
Développement social et communautaire	879 135	1 379 742
Santé Canada	2 537 779	2 537 779
	<u>3 416 914</u>	<u>3 917 521</u>

Tout montant que la Première Nation pourrait devoir rembourser sera comptabilisé en charges de l'exercice en cours.

Dans le cadre du projet d'investissement du Parc éolien Rivière-du-Moulin, la Première Nation a émis une lettre de crédit en faveur d'Hydro-Québec Distribution Services inc. de 371 000 \$, qui vient à échéance en août 2025.

Société de gestion P.R.P. inc., une société contrôlée par la Première Nation, s'est portée garante, conjointement avec les autres actionnaires, du remboursement de l'emprunt bancaire de l'entreprise commerciale Rénovations J.M.B.R. inc. Au 31 mars 2025, le solde de cet emprunt s'établit à 230 000 \$.

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

15. CHARGES PAR OBJET

Les charges par objet se répartissent comme suit :

	2 0 2 5	2 0 2 4
	\$	\$
Coût des produits vendus	3 106 225	3 066 924
Salaires et charges sociales	12 246 465	10 416 689
Sous-traitance	387 743	243 214
Honoraires et services	2 392 817	2 144 380
Entretien et réparation	1 175 506	1 249 590
Matériaux et fournitures	744 111	591 894
Frais du matériel roulant	122 152	61 455
Frais des locaux	659 123	612 597
Droits de scolarité	214 381	181 748
Allocations	1 203 057	966 720
Publicité, promotion et communications	352 709	391 936
Frais de déplacement	305 212	286 152
Frais financiers	503 469	396 882
Immobilisations corporelles -		
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(15 813)	(20 798)
Amortissement	1 571 180	1 385 480
Divers	2 109 813	1 726 391
	<u>27 078 150</u>	<u>23 701 254</u>

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Première Nation est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Première Nation.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que la Première Nation utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Risques financiers

Risque de crédit -

La Première Nation est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés au bilan consolidé. La Première Nation a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients et autres créances, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la Première Nation. Cette dernière est également exposée au risque de crédit du fait qu'elle se porte garante d'une autre partie (note 14).

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

16. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risques financiers (suite)

Risque de crédit (suite) -

Le solde des comptes clients et autres créances est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Première Nation aux créances douteuses n'est pas importante. La valeur comptable au bilan consolidé des actifs financiers de la Première Nation exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Première Nation est exposée. La direction de la Première Nation estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers consolidés.

Aucun actif financier de la Première Nation n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 mars 2025 et 2024, et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers consolidés.

Risque de taux d'intérêt -

La Première Nation est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les placements temporaires et les emprunts à long terme portant intérêt à taux fixe exposent la Première Nation au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 mars 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent des produits par rapport aux charges et sur les gains et pertes de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité -

Le risque de liquidité de la Première Nation est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La Première Nation est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés au bilan consolidé.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Première Nation dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Première Nation établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2025, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de la Première Nation se détaillent comme suit :

	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs	3 394 998	-	-	-
Dette à long terme	290 583	238 171	1 796 228	3 674 829
	<u>3 685 581</u>	<u>238 171</u>	<u>1 796 228</u>	<u>3 674 829</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT**NOTES COMPLÉMENTAIRES****POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025****17. ENGAGEMENTS**

La Première Nation s'est engagée, sur une période de 20 ans se terminant en 2040, envers la municipalité des Escoumins, à verser 477 702 \$ pour des frais relatifs à l'entretien et à l'opération d'une infrastructure. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 23 885 \$ annuellement de 2026 à 2030.

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Direction générale		Communication	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	950 874	949 651	-	-
Autres	43 454	91 985	14 075	4 410
	994 328	1 041 636	14 075	4 410
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	1 561 029	1 563 942	13 118	125 126
Honoraires et services	401 389	431 905	1 201	14 045
Matériaux et fournitures	37 688	19 635	-	989
Frais des locaux	33 331	52 415	1 049	756
Publicité, promotion et communications	28 985	1 223	18 717	9 169
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	23 834	57 634	5 790	7 178
Divers	242 408	293 624	17 208	33 527
Frais financiers	9 756	10 189	-	-
	2 338 420	2 430 567	57 083	190 790
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	(1 344 092)	(1 388 931)	(43 008)	(186 380)

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Revendication territoriale		Sécurité	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	-	-	770 680	602 368
Gouvernement provincial	-	-	1 036 893	407 124
Organismes publics	734 695	779 395	-	-
Autres	-	-	18 804	5 387
	<u>734 695</u>	<u>779 395</u>	<u>1 826 377</u>	<u>1 014 879</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	267 575	256 443	1 007 160	545 494
Honoraires et services	388 915	199 916	12 876	4 018
Entretien et réparation	-	-	13 251	14 600
Matériaux et fournitures	7 788	-	82 400	-
Frais des locaux	-	-	12 642	6 698
Frais de déplacement	30 047	22 600	-	-
Divers	329	3 000	4 663	8 267
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	-	-	58 591	46 625
Divers	19 217	53 866	12 285	27 898
	<u>713 871</u>	<u>535 825</u>	<u>1 203 868</u>	<u>653 600</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>20 824</u>	<u>243 570</u>	<u>622 509</u>	<u>361 279</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Comité de gestion		Infrastructure	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	1 600 000	-	2 127 823	3 742 615
Gouvernement provincial	-	-	4 544	8 023
Activités économiques	-	-	5 667	4 498
Autres	2 639 514	1 849 246	12 573	44 278
	<u>4 239 514</u>	<u>1 849 246</u>	<u>2 150 607</u>	<u>3 799 414</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	94 256	132 116	1 276 673	897 809
Sous-traitance	-	-	128 369	216 253
Honoraires et services	-	1 814	301 593	498 899
Entretien et réparation	-	16 827	246 371	448 836
Matériaux et fournitures	4 603	-	138 545	151 521
Frais du matériel roulant	-	-	101 985	50 048
Frais des locaux	-	-	40 000	15 440
Publicité, promotion et communications	5 518	32 093	-	-
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	121	-	68 127	32 272
Divers	1 638	12 163	57 024	111 577
Frais financiers	-	-	4 544	8 023
Divers	28 985	38 674	39 933	28 261
	<u>135 121</u>	<u>233 687</u>	<u>2 403 164</u>	<u>2 458 939</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>4 104 393</u>	<u>1 615 559</u>	<u>(252 557)</u>	<u>1 340 475</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Construction		Éducation	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	392 288	715 126	1 522 357	1 356 533
Gouvernement provincial	675 203	-	-	-
Autres	100	249 453	-	-
	<u>1 067 591</u>	<u>964 579</u>	<u>1 522 357</u>	<u>1 356 533</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	433 399	488 167	38 285	56 993
Sous-traitance	259 374	26 961	-	-
Honoraires et services	11 687	102 214	725	20 367
Entretien et réparation	98 751	79 297	-	-
Matériaux et fournitures	52 653	120 620	12 805	27 579
Frais du matériel roulant	20 167	11 407	-	-
Frais des locaux	7 689	13 741	-	-
Droits de scolarité	-	-	214 381	181 748
Allocations	-	-	1 059 395	865 939
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	18 249	20 090	7 181	25 363
Divers	960	3 072	5 325	4 677
Divers	-	-	3 517	16 527
	<u>902 929</u>	<u>865 569</u>	<u>1 341 614</u>	<u>1 199 193</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>164 662</u>	<u>99 010</u>	<u>180 743</u>	<u>157 340</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Culture		Santé	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	-	-	2 543 199	1 780 565
Gouvernement provincial	60 777	39 070	-	-
Organismes publics	11 000	11 000	161 133	3 563
Activités économiques	46 276	18 818	-	-
Autres	12 507	252	-	625
	<u>130 560</u>	<u>69 140</u>	<u>2 704 332</u>	<u>1 784 753</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	222 906	124 125	544 988	533 183
Honoraires et services	96 160	24 389	449 827	392 600
Entretien et réparation	-	-	19 533	35 680
Matériaux et fournitures	26 858	15 920	77 516	72 515
Frais des locaux	-	-	16 514	15 827
Publicité, promotion et communications	489	605	-	-
Allocations	-	-	17 966	-
Divers	-	-	94 826	82 172
Frais d'administration -				
Divers	43 755	33 553	35 231	55 462
Divers	<u>37 892</u>	<u>4 956</u>	<u>475 191</u>	<u>107 458</u>
	<u>428 060</u>	<u>203 548</u>	<u>1 731 592</u>	<u>1 294 897</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>(297 500)</u>	<u>(134 408)</u>	<u>972 740</u>	<u>489 856</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Services et programmes		Emploi et formation	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	1 952 984	2 062 893	-	-
Organismes publics	175 902	55 183	352 395	609 549
Autres	-	3 327	4 033	-
	<u>2 128 886</u>	<u>2 121 403</u>	<u>356 428</u>	<u>609 549</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	332 883	248 899	316 429	306 418
Honoraires et services	22 714	29 633	3 850	4 850
Entretien et réparation	16 000	128	-	-
Matériaux et fournitures	26 880	33 579	-	-
Frais des locaux	34 278	27 495	-	-
Allocations	125 696	100 456	-	325
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	6 819	4 408	-	1 573
Divers	44 295	82 097	2 494	2 155
Divers	<u>1 001</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>610 566</u>	<u>526 695</u>	<u>322 773</u>	<u>315 321</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u><u>1 518 320</u></u>	<u><u>1 594 708</u></u>	<u><u>33 655</u></u>	<u><u>294 228</u></u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Logements sociaux		Développement économique	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	876 497	34 497	220 589	205 497
Gouvernement provincial	-	-	-	40 171
Activités économiques	246 640	237 652	-	-
Autres	10 777	14 758	176 494	154 966
	<u>1 133 914</u>	<u>286 907</u>	<u>397 083</u>	<u>400 634</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	-	-	132 756	90 651
Honoraires et services	89 716	7 147	92 076	72 421
Matériaux et fournitures	9 234	380	549	-
Divers	87 686	34 928	-	-
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	-	-	7 624	3 626
Divers	250	-	712	74 792
Frais financiers	5 896	5 996	237 404	178 974
	<u>192 782</u>	<u>48 451</u>	<u>471 121</u>	<u>420 464</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>941 132</u>	<u>238 456</u>	<u>(74 038)</u>	<u>(19 830)</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Pêche		Territoire et affaires	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	320 569	276 128	1 301 546	1 284 379
Gouvernement provincial	-	-	365 523	292 620
Organismes publics	-	-	5 084	21 251
Activités économiques	876 462	420 459	-	-
Autres	279 054	244 125	25 836	5 593
	<u>1 476 085</u>	<u>940 712</u>	<u>1 697 989</u>	<u>1 603 843</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	624 148	548 818	1 125 413	813 230
Honoraires et services	1 378	1 268	188 917	200 675
Entretien et réparation	67 183	40 207	-	-
Matériaux et fournitures	83 201	32 407	8 705	13 735
Frais des locaux	13 282	6 584	-	-
Frais de déplacement	-	-	39 044	33 165
Divers	20 998	14 811	127 925	94 408
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	13 096	19 466	-	-
Divers	16 680	17 176	17 074	17 226
Divers	-	-	26 989	4 835
	<u>839 966</u>	<u>680 737</u>	<u>1 534 067</u>	<u>1 177 274</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>636 119</u>	<u>259 975</u>	<u>163 922</u>	<u>426 569</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non audité)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Akumunan		Sociétés contrôlées	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Gouvernement fédéral	174 544	16 609	-	-
Gouvernement provincial	205 227	57 177	1 226 907	-
Activités économiques	-	-	6 268 197	5 716 667
Quote-part du résultat net d'une société sous influence notable	-	-	128 460	(134 163)
	<u>379 771</u>	<u>73 786</u>	<u>7 623 564</u>	<u>5 582 504</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Salaires et charges sociales	177 547	49 109	3 032 918	2 725 716
Honoraires et services	151 664	-	141 317	114 611
Entretien et réparation	-	-	646 939	574 403
Matériaux et fournitures	5 276	1 571	84 505	50 640
Frais des locaux	-	-	394 940	378 021
Publicité, promotion et communications	-	-	276 798	332 984
Frais de déplacement	3 893	1 009	-	-
Divers	2 124	4 555	-	-
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	-	-	9 925	4 523
Divers	735	12 156	-	-
Frais financiers	-	-	194 616	144 092
Divers	1 456	188	522 473	356 378
	<u>342 695</u>	<u>68 588</u>	<u>5 304 431</u>	<u>4 681 368</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>37 076</u>	<u>5 198</u>	<u>2 319 133</u>	<u>901 136</u>

CONSEIL DE LA PREMIÈRE NATION DES INNUS ESSIPIT

INFORMATION SECTORIELLE CONSOLIDÉE (non auditée)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2025

	2 0 2 5	2 0 2 4	2 0 2 5	2 0 2 4
	Dépanneur		CCM	
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Organismes publics	-	-	17 679	-
Activités économiques	3 797 950	3 816 578	228 196	214 265
Autres	370	69	23 616	27 082
	<u>3 798 320</u>	<u>3 816 647</u>	<u>269 491</u>	<u>241 347</u>
CHARGES				
Frais d'exploitation -				
Coût des produits vendus	3 068 056	3 004 813	48 769	62 111
Salaires et charges sociales	594 241	552 770	450 741	357 680
Honoraires et services	7 516	4 023	29 296	19 585
Entretien et réparation	16 702	5 234	50 776	34 378
Matériaux et fournitures	-	3 718	84 905	47 085
Frais des locaux	43 918	43 855	61 480	51 765
Publicité, promotion et communications	11 602	15 338	-	524
Divers	2 875	9 108	-	-
Frais d'administration -				
Frais de déplacement	2 251	337	10 620	6 283
Divers	11 268	8 390	59 029	53 656
Frais financiers	44 304	43 161	6 949	6 447
	<u>3 802 733</u>	<u>3 690 747</u>	<u>802 565</u>	<u>639 514</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT AMORTISSEMENT	<u>(4 413)</u>	<u>125 900</u>	<u>(533 074)</u>	<u>(398 167)</u>